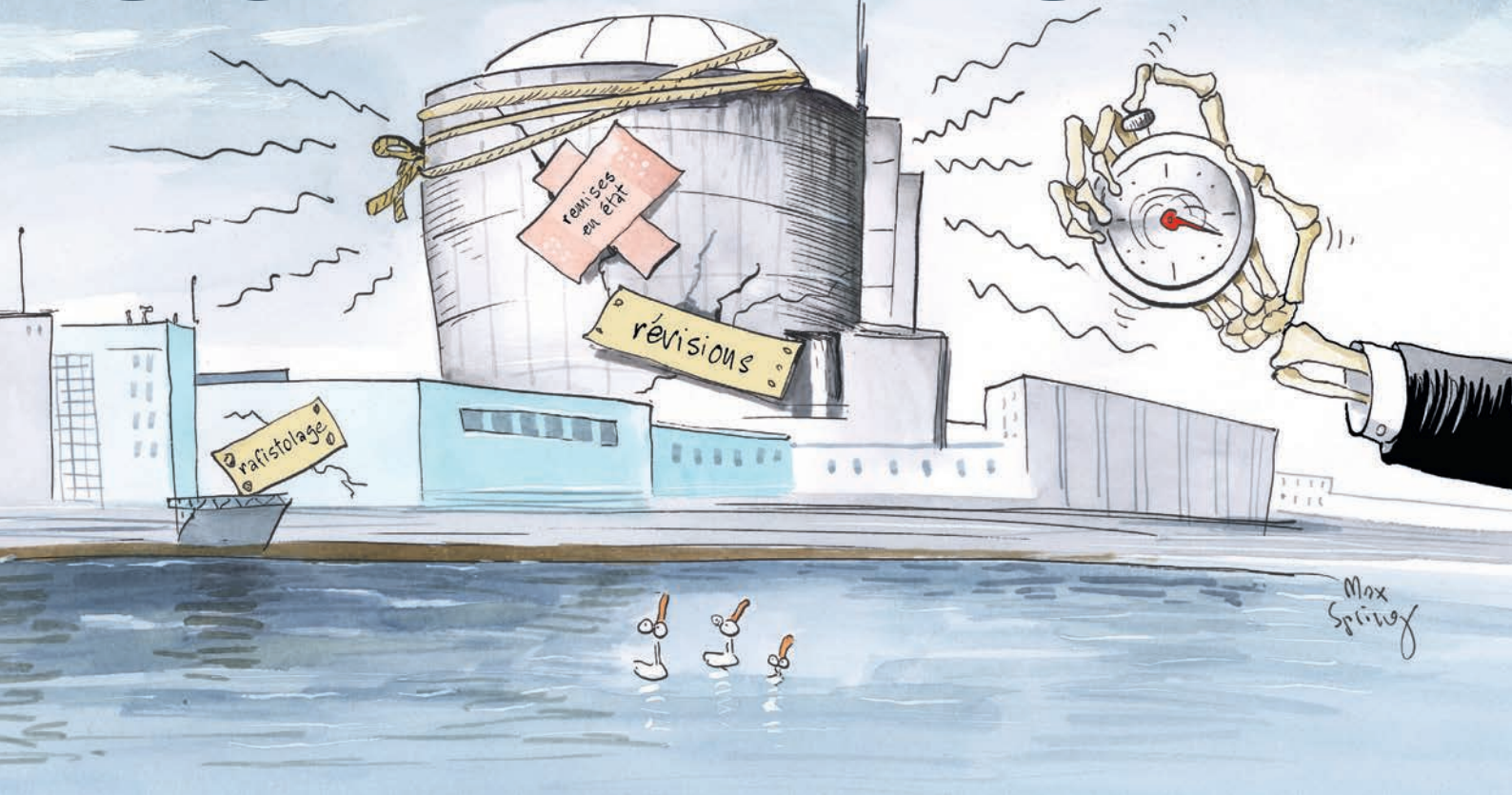


# SOLIDAIRES



**LES PANNES ET LES TRAVAUX DE RÉVISION S'ACCUMULENT. DANS LE MÊME TEMPS, L'ENTRETIEN EXPLOITATION DE MOINS EN MOINS RENTABLE.** C'est pourquoi les centrales nucléaires, en particulier celles de Beznau et de Mühleberg, doivent être mises à l'arrêt dès que possible.

## CN de Beznau: le temps est compté

Beznau I a été connectée au réseau il y a 46 ans, Beznau II voici 44 ans. Ces centrales sont d'un autre âge. D'une époque où les téléphones portables n'existaient pas encore et où l'on se servait du téléphone avec le disque d'appel. Malgré cela, on s'obstine à repousser indéfiniment leur débranchement.



Max Chopard-Acklin,  
conseiller national PS,  
Argovie

On a ici affaire à une stratégie de gestion des risques myope, préjudiciable à la sécurité de notre population et à la sécurité en matière de planification dans le cadre du tournant énergétique à mettre en œuvre d'urgence.

### Parc nucléaire : vétuste et superflu

Le 17 août 2015, la NZZ online titrait : « Pas d'électricité provenant des centrales nucléaires suisses – Beznau restera encore longtemps hors service ». On pouvait lire encore ceci : « Toutes les centrales nucléaires sont en ce moment mises à l'arrêt à cause de pannes ou de travaux de révision. On ne pourra plus assurer l'ex-

ploitation normale de la centrale nucléaire de Beznau cette année. » Pendant des jours, la Suisse a ainsi involontairement fait l'expérience de la sortie du nucléaire. Cela vous a-t-il frappé(e) ? Cette situation est née d'une combinaison de temps d'arrêt planifiés et non planifiés. Les premiers sont dus à des révisions ordinaires, les seconds à des réparations extraordinaires et à des problèmes inattendus. Voilà qui permet de faire deux constats majeurs : d'une part, le parc nucléaire vétuste coûte toujours plus cher et est toujours plus sujet à des pannes ; d'autre part, il y a (ura) une Suisse après la fermeture des centrales nucléaires.

### Risque préjudiciable à la population

À la centrale nucléaire de Beznau, l'entretien et les rééquipements continus englobent actuellement des centaines de millions de francs. Cela peut-il encore être rentable ? Le recours déposé par les exploitants des centrales nucléaires contre une ordonnance du Conseil fédéral demandant le prélèvement d'un supplément de sécurité additionnel de 30 % pour le fonds de désaffectation et le fonds de gestion des déchets radioactifs laisse au moins supposer des difficultés financières. La centrale nucléaire de Beznau n'a pas non plus été construite pour

une durée d'exploitation aussi longue, et encore moins pour une durée illimitée. Des faits connus montrent clairement que les jours de la centrale nucléaire de Beznau sont comptés :

■ Depuis 2009, on a connaissance de traces de corrosion sur l'enveloppe extérieure du réacteur – l'enceinte de confinement (enceinte à pression en acier).

■ Lors d'un examen effectué en juillet, on a constaté des « irrégularités » sur les parois en acier de la cuve du réacteur de Beznau I. L'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) a donc aussi ordonné un examen de Beznau II.

■ La documentation relative à la fabrication de la cuve du réacteur de Beznau I n'est pas complète. D'importants documents manquent, ce qui complique l'examen approfondi des dégâts constatés sur les parois de la cuve du réacteur.

■ Malgré des révisions et des rééquipements (continus) : rien ne rajeunit avec le temps, et une centrale nucléaire n'échappe pas à la

règle. L'usure, la fatigue et la fragilisation des matériaux prennent de l'ampleur. Par conséquent, le risque d'incident augmente dans la plus vieille centrale nucléaire du monde.

En cas de doute, c'est toujours la sécurité qui doit primer. Et cela d'autant plus que la centrale nucléaire de Beznau se trouve dans une aire géographique densément peuplée. Continuer de faire fonctionner la centrale nucléaire de Beznau pour une durée indéterminée constitue une stratégie à haut risque préjudiciable à la population.

Avec le premier paquet de mesures de la Stratégie énergétique 2050, le Conseil fédéral et le Parlement ont posé quelques jalons importants dans la direction du tournant énergétique. Malgré cela, on n'a pas réussi à organiser la sortie progressive du nucléaire de façon raisonnée. Le programme ne constitue pas seulement une erreur au regard de considérations relatives à la sécurité technique, il en est aussi

une du point de vue de la planification. Sortir progressivement du nucléaire en suivant une feuille de route claire apporterait un avantage à tout le monde : politique, économie, investisseurs, fournisseurs d'énergie, clients et exploitants des centrales nucléaires eux-mêmes. Tous ces acteurs sauraient alors où nous allons, quand et comment nous y allons et pourraient se préparer à cette sortie en conséquence. Cela renforcerait la sécurité en matière de planification pour de futurs investissements dans des énergies renouvelables et des mesures d'efficacité énergétique. Le calcul et le financement de la désaffectation de la centrale et de la gestion des déchets radioactifs, à hauteur de milliards, seraient eux aussi moins aléatoires.

### **Pléthore d'électricité plutôt que pénurie d'électricité**

Les vieilles centrales nucléaires de Beznau et de Mühleberg doivent être mises à l'arrêt dès que possible. De nos jours, on n'en a plus

besoin, même du point de vue de la technique d'approvisionnement. La pénurie d'électricité annoncée il y a encore trois ans à peine n'a jamais été d'actualité. Au contraire : le développement des énergies renouvelables s'est poursuivi et les progrès en termes d'efficacité énergétique commencent à porter leurs fruits en Suisse et à l'étranger. Sur le marché européen prévaut une situation d'offre excédentaire en électricité. Les centrales de Beznau et de Mühleberg n'y sont pas étrangères, ce qui par répercussion met sous pression notre énergie hydraulique renouvelable indigène.

L'avenir énergétique de la Suisse se trouve dans des investissements en faveur de l'efficacité énergétique et de la meilleure utilisation des énergies renouvelables indigènes, comme le soleil, le vent, l'eau et la biomasse. Cela créera des places de travail en lien avec le développement durable et nous ne laisserons pas de déchets à haut risque aux futures générations.

## **L'IFSN joue à colin-maillard – et les pseudo-patriotes regardent**



Rudolf Rechsteiner, ancien conseiller national PS, vice-président de l'Association Trinationale de Protection Nucléaire (ATPN), Bâle-Ville

Les entrailles des vieilles centrales nucléaires renferment une quantité de matériel radioactif correspondant à plusieurs milliers de bombes atomiques. Tous comptent sur l'Inspection fédérale de la sécurité nucléaire (IFSN) pour contrôler les exploitants des centrales nucléaires. Mais qui mise sur l'efficacité de cette autorité de surveillance se leurre.

Lors d'une visite à Stuttgart, la délégation de l'Association Trinationale de Protection Nucléaire (ATPN) (Bâle, Alsace et Freiburg) a appris que l'IFSN négligeait avec obstination les règles de la « good practice » en matière de gestion des risques sismiques. Cette information ne provenait même pas d'extrémistes verts, mais des employés flegmatiques de la surveillance nucléaire du Bade-Wur-

temberg, qui ont des échanges réguliers avec leurs « collègues suisses ».

L'ATPN a collecté de l'argent, a chargé l'expert nucléaire bernois Markus Kühni de procéder à une analyse et a déposé une plainte contre Beznau en août. Contenu :

■ L'IFSN viole la Loi (du 22 mars 1991) sur la radioprotection. La dose est 78 fois supérieure à la valeur maximale légale autorisée en cas d'accident et de tremblement de terre (1 millisievert). Cela est écrit noir sur blanc dans les pièces de l'IFSN elle-même.

■ L'IFSN fait systématiquement de mauvais calculs de dose. En cas d'accident, elle prend comme base – pour la dose – seulement le temps d'exposition d'un an. Cela est incompatible avec la loi, mais aussi avec une réelle protection de la population. L'absorption particulièrement insidieuse de radioactivité par le corps humain (césium, strontium), avec des durées de demi-vie de 30 ans, n'est pas du tout prise en compte par l'IFSN.

C'est déjà une certitude aujourd'hui : l'ATPN va porter cette

plainte jusque devant le Tribunal fédéral, car l'IFSN ne projette manifestement ni de se mettre en conformité avec la loi ni de fermer Beznau. Et nous savons maintenant aussi ceci : les chefs qui tiennent les rênes de l'IFSN font traîner chaque plainte pendant des années à grand renfort de combines tactiques, comme cela s'est passé à Mühleberg. Dans ce dernier cas, elle avait contesté jusque devant le Tribunal fédéral le droit des populations riveraines d'intenter une action en justice.

Au sein de l'IFSN, le refus de remplir ses obligations et la temporisation en cas de plainte(s) d'habitants riverains sont les tâches suprêmes des employés. L'IFSN considère que chaque centrale nucléaire est « propre en ordre ». Et lorsqu'une centrale nucléaire ne satisfait pas aux exigences de la loi, on se contente de déclencher encore et toujours de nouvelles « études ». C'est aussi comme cela que le temps passe.

En Suisse, seuls les exploitants – et pas la surveillance – déterminent si et combien de temps

une centrale nucléaire peut ou doit fonctionner. L'IFSN fait semblant d'agir. En réalité, elle et les exploitants s'entendent comme larrons en foire et elle joue à colin-maillard.

Que le Parlement ou/et le Conseil fédéral surveille/nt comme il se doit les activités de l'IFSN, on n'a pas non plus pu le constater jusqu'à présent. Et il y a des raisons à cela. Les « super-patriotes » du PLR et de l'UDC, qui adorent prétendre qu'ils agissent « par amour de la Suisse », reçoivent depuis des décennies des dons destinés à leur parti de la part du lobby nucléaire. Ce sont des pseudo-patriotes.

Le Tribunal fédéral reste la dernière instance susceptible de corriger ces écarts. J'espère que cela arrivera avant qu'un accident nucléaire ne nous mette devant le fait accompli.

Où déménagez-vous dans un tel cas ? Avez-vous déjà réfléchi à ce que signifie le fait de se retrouver soi-même dans la peau d'un réfugié ?



**UN DEUXIÈME TUNNEL ROUTIER DU GOTHARD ENTRAÎNE UNE AUGMENTATION DU TRAFIC ET PAR LÀ UNE DIMINUTION DE LA QUALITÉ DE VIE DANS LES ZONES CONCERNÉES.** Pour le raccordement du Tessin pendant les travaux de réfection, un tel tunnel n'est cependant pas du tout nécessaire – grâce au nouveau tunnel de base.

# Un deuxième tube du Gothard la politique suisse des transpo



Marina Carobbio, vice-présidente de l'Initiative des Alpes, conseillère nationale PS, Tessin

Celui ou celle qui croit que le canton du Tessin est fermé à la construction d'un deuxième tube au Gothard est victime d'une campagne de désinformation propagandiste ciblée orchestrée par l'establishment politique tessinois dans la Berne fédérale. Ce sont des politiciens agissant pour leur propre compte, de vaillants représentants des intérêts du lobby routier, qui veulent le deuxième tube, et non la population: celle-ci s'est justement exprimée sans équivoque contre ce tube lors de deux votations populaires!

## Même sans deuxième tube, le Tessin ne sera pas isolé

L'actuelle discussion sur ce thème a lieu dans un contexte difficile: eu égard à la réfection du tunnel, qui – telle est la menace latente – doit conduire à une fermeture à la circulation de trois ans, la population tessinoise craint de rester coupée du reste du pays. Mais, plus que cela, elle redoute surtout l'augmentation du trafic de transit et la détérioration de la qualité de vie qui s'ensuivront si un deuxième tube est construit.

L'Initiative des Alpes et une large « coalition pour une liaison sud-nord durable et fluide », active dans toute la Suisse, ont examiné en profondeur la question de la fermeture du tunnel. L'isolement de trois ans peut être évité grâce à une planification intelligente et à des mesures d'accompagnement appropriées. D'une part, les travaux doivent être programmés pendant les mois d'hiver, lorsque

le trafic est faible. D'autre part, on doit mettre à disposition une offre de ferroutage efficace pour les véhicules, sous la forme d'une chaussée roulante. Grâce à ces mesures et à la mise en service du tunnel de base du Gothard, planifiée dans un an, le canton du Tessin restera accessible sans interruption – pour autant qu'il y ait une réelle volonté politique!

## Enfin exécuter le mandat constitutionnel

Un groupe indépendant de spécialistes du rail est lui aussi arrivé à la même conclusion: il y a des alternatives au deuxième tunnel autoroutier et celles-ci coûteraient encore moins cher si l'on procédait enfin au transfert du trafic lourd de marchandises de la route sur le rail – un objectif ancré dans la Constitution et entériné par le peuple à plusieurs reprises.

Un deuxième tube du Gothard, en revanche, non seulement relé-

guerait le canton du Tessin, qui croule déjà sous le trafic, au rang de canton de transit, mais aussi saboterait le succès de la politique suisse des transports. Le transfert du trafic lourd de la route sur le rail serait battu en brèche et la rentabilité des infrastructures ferroviaires mise en péril.

Au lieu de sacrifier les objectifs de la politique de transfert pour servir les intérêts du lobby routier, nous devons tous ensemble faire pression sur la classe politique à Berne, afin qu'elle permette enfin au peuple d'obtenir ce qu'il a appelé de ses vœux à plusieurs reprises: moins de camions et de meilleures liaisons ferroviaires!

## L'augmentation du trafic diminue la qualité de vie

La promesse du lobby des tunnels, à savoir la construction d'un deuxième tube « sans augmentation de la capacité », est dans le meilleur des cas une ruse bon marché



Pas de nouveau pacte avec le diable : les membres de l'initiative des Alpes protestent contre un second tunnel routier.

Dans le tunnel de base, les éléments techniques ferroviaires sont maintenant construits. La mise en service est planifiée pour décembre 2016.

Longues files de voitures en direction du Gothard. Un second tube routier ne ferait qu'augmenter massivement encore les flux de véhicules.



# sabotera rts

pour contourner une décision populaire désagréable. Un deuxième tube expose cette région à plusieurs menaces : augmentation massive du trafic (avant tout plus de camions en provenance de la Suisse et de toute l'Europe), plus de bruit et atteinte grave à la qualité de vie. Les bouchons seraient transférés depuis le portail du tunnel du Gothard vers d'autres endroits, par exemple vers Chiasso, ce qui altérerait encore davantage la qualité de l'air dans cette zone. Il est important de ne jamais oublier que les maladies liées à la pollution atmosphérique sont, déjà à l'heure actuelle, très fréquentes au sud du Tessin et que l'on déconseille officiellement aux parents de laisser leurs enfants jouer à l'extérieur lors des nombreuses journées d'été chaudes et ensoleillées.

La fluidité de la liaison nord-sud est garantie par le transfert des véhicules et des camions sur

le rail. Moins de véhicules sur la route signifie moins d'accidents de la route, d'incendies de véhicules et d'embouteillages.

Le Tessin ne doit pas être coupé du reste de la Suisse et il ne le sera pas : les solutions sont sur la table. L'ouverture du tunnel de base du Gothard rendra le chemin de fer rapide et attrayant ; le trafic et les transports publics doivent être développés et aménagés en conséquence. Cela profitera aussi au tourisme, qui ne vit pas tant de l'asphalte d'une région que de son potentiel récréatif et de son attrait paysager et culturel.

Pour toutes ces raisons : non au deuxième tube, en signe de solidarité avec les futures générations !

## Informations de première main

Avec ce magazine, le PS donne à ses donatrices et donateurs des informations de première main sur les évolutions politiques d'actualité. Des membres du PS élus au Conseil national et aux Etats rendent compte de leur domaine de spécialité, en matière de politique sociale, de protection de l'environnement ou encore de mise en œuvre du tournant énergétique. « Solidaires », le nouveau magazine des donatrices et donateurs est une fusion des anciennes publications « PS & énergie » et « News du COSA ». Grâce à « Solidaires », nous serons en mesure de vous informer de façon plus rapide et plus exhaustive sur notre action politique.

Si nous pouvons poursuivre et renforcer notre engagement au service de ces objectifs politiques, c'est grâce à votre aide. Pour recevoir « Solidaires » régulièrement et sans engagement, indiquez-nous votre adresse postale à

[solidarisch@spschweiz.ch](mailto:solidarisch@spschweiz.ch)

Merci !  
PS Suisse

# UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE LIMA COP20 | CMP 10



**AU MOIS DE DÉCEMBRE AURA LIEU À PARIS LA 21<sup>E</sup> CONFÉRENCE DE L'ONU SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE.** Lors de cette conférence, un nouvel accord international sur la protection du climat devrait être approuvé et prendre le relais du Protocole de Kyoto.

## Un accord ambitieux est indispensable



Roger Nordmann,  
conseiller national  
PS, Vaud

Les prévisions scientifiques du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) sont de plus en plus précises et inquiétantes. Si la tendance actuelle se poursuit sans inflexion notable, la température globale augmentera d'au moins 4 degrés d'ici à 2100, et le niveau des mers de 1 mètre. Pour des centaines de millions d'êtres humains, une telle évolution signifie la disparition de leur base d'existence: deltas submergés, désertification, acidification des océans, etc.

### Un grand engagement de la part de la France

Au mois de décembre se tiendra à Paris la 21<sup>e</sup> Conférence internationale sur le climat: il s'agit de mettre sur les rails un accord mondial pour la lutte contre le réchauffement climatique durant la période 2020 à 2030. La gravité

de la situation devient de plus en plus perceptible aux yeux de nombreux gouvernements. De ce fait, la situation se présente plutôt de manière plus favorable que lors des précédentes conférences. De plus, le Gouvernement français tient absolument à réussir cette conférence, avec un engagement très fort du Président Hollande ainsi que des ministres Laurent Fabius et Ségolène Royal.

Un accord international est absolument indispensable pour encadrer les politiques nationales. À défaut, il est trop facile pour les autorités nationales de se défaire sur l'absence de coordination au niveau international. Cela s'explique aisément: même les plus grands pays, comme la Chine ou les USA, ne représentent, considérés isolément, qu'une fraction des émissions. Une politique de réduction des émissions limitée à un seul pays n'a qu'un effet marginal sur le problème du réchauffement climatique.

### Les objectifs suisses sont moins ambitieux

Ce constat est parfois utilisé en Suisse par les adversaires d'une

politique climatique efficace. Leur discours est assez simpliste: «*La Suisse ne représente qu'un millième des émissions mondiales de gaz à effet de serre, elle n'a aucune influence*». Or, le fait que des pays développés s'engagent énergiquement dans la lutte contre le réchauffement climatique a au moins trois effets positifs:

■ Cela montre aux pays émergents que les pays les plus avancés voient un intérêt direct à réduire leur propre consommation d'énergie fossile, parce que cela augmente leur efficacité économique.

■ Un engagement crédible des pays avancés favorise la conclusion d'un accord international.

■ En s'engageant, les pays avancés stimulent le progrès technologique, lequel peut permettre d'atteindre les objectifs de réduction des émissions qui semblaient autrefois inatteignables.

La Suisse est toujours fortement engagée en faveur de ce type d'accord. En vue de Paris, elle est même la première à avoir formulé ses propositions d'engagement. En revanche, la proposition suisse n'est ambitieuse qu'en apparence:

elle propose que l'on réduise de 50 % les émissions par rapport à 1990, mais que deux cinquièmes de la réduction se fassent à l'étranger, sous la forme de l'achat de certificats d'émissions. On se rappellera ici que ce mécanisme qui s'apparente au commerce moyenâgeux des indulgences avait été introduit dans le Protocole de Kyoto par les États-Unis, afin de le saboter (protocole qu'ils n'avaient d'ailleurs finalement pas ratifié). À y regarder de plus près, la réduction d'émissions à laquelle la Suisse s'est engagée, -30 % par rapport à 1990, correspond en réalité à la Stratégie énergétique 2050, et rien de plus.

Ce qui nous ramène brusquement à la politique intérieure suisse: il faudra non seulement faire approuver la Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral, mais aussi renforcer son volet climatique. Pour cela, la première chose à faire, c'est de gagner les élections.

## LES CENTRALES NUCLÉAIRES NE SONT PAS SEULEMENT EXTRÊMEMENT DANGEREUSES D'UN POINT DE VUE ÉCOLOGIQUE.

Elles constituent désormais aussi une bombe à retardement sous l'angle économique.

# Le double risque



Beat Jans,  
conseiller  
national PS,  
Bâle-Ville

Pendant des années, nous avons attiré l'attention des gens sur les risques que représentent les centrales nucléaires. En vain. Après 40 ans, elles sont toujours en activité et les listes de leurs déficiences s'allongent. Mais voici ce que de nombreuses personnes ignorent: les centrales nucléaires se muent, financièrement, en hypothèque croissante. Elles enregistrent maintenant des pertes. Et cela bien qu'elles aient des dettes substantielles. Une fermeture rapide des centrales s'impose, sous l'angle économique aussi.

### Les prix du marché ne peuvent pas couvrir les coûts

Les prix sur le marché de l'électricité européen se sont effondrés et ne se redresseront pas dans un proche avenir. Cela transparait dans les contrats de livraison (les « futures ») conclus pour l'énergie en ruban à hauteur de 3,3 ct./kWh pour 2021.

Dans les rapports de gestion, les exploitants font état de coûts variables de 3,7 ct./kWh (Leibstadt) et de 4,2 ct./kWh (Gösgen). Il n'y a pas de chiffres publics pour Beznau. Dans ce lieu, les coûts devraient toutefois être nettement plus élevés, avec approximativement 6 ct./kWh. En tout cas, les prix du marché de toutes les centrales nucléaires suisses ne couvrent même pas les coûts d'exploitation, sans parler du refinancement des investissements.

Les exploitants des centrales nucléaires espèrent bénéficier

de meilleurs tarifs d'électricité lorsque l'Allemagne, comme annoncé, fermera ses huit dernières centrales nucléaires. Par ailleurs, un prix plus élevé du CO<sub>2</sub> devrait annihiler la rentabilité des centrales électriques à charbon européennes. Mais cela n'aidera que très modérément les exploitants des centrales nucléaires suisses. Car le marché de l'électricité européen fait aujourd'hui face à des surcapacités gigantesques, qui correspondent à environ 100 centrales nucléaires. Malgré cela, l'UE s'empresse d'activer la construction supplémentaire d'installations éoliennes et solaires. Elle a fixé des objectifs de développement ambitieux qu'elle n'atteindra que si elle parvient à (plus que) tripler l'énergie produite par les centrales solaires et éoliennes au cours des 15 prochaines années, pour la faire passer de 483 TWh à plus de 1500 TWh. Ainsi augmentent aussi le nombre et la durée des « périodes d'électricité gratuite ». Elles surviennent ou/et s'installent lorsqu'il y a dans le réseau trop d'électricité provenant du soleil ou du vent et que, par conséquent, plus aucun prix ne peut être obtenu pour les vendeurs d'électricité. Ces heures de courant gratuit vont se multiplier, pour passer de 100 heures annuelles aujourd'hui à quelque 3000 d'ici à 2035. Ainsi disparaît la source de revenus des centrales nucléaires pendant un tiers de l'année.

Il manque de l'argent pour la désaffectation des installations nucléaires et la gestion de leurs déchets radioactifs.

Cela occasionne chaque année des pertes atteignant des centaines de millions de francs suisses. À Beznau, ces pertes dépasseront les valeurs actuelles des

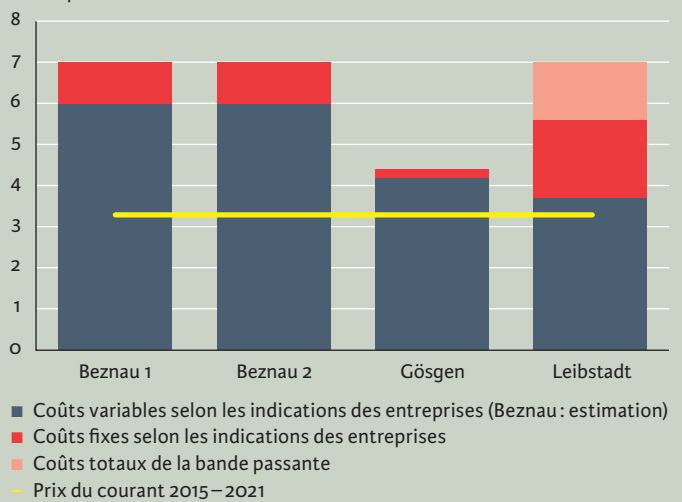
installations après 6 ans à peine. À Gösgen et à Leibstadt, ce sera le cas dans 10 ans à peu près.

Tant que les contributions de couverture elles-mêmes n'ont pas pu être enregistrées, les pertes s'accumulent. Ainsi s'accroît le danger que les sociétés d'exploitation fassent faillite et qu'elles ne puissent plus payer le démontage et l'élimination des déchets dangereux des installations radioactives. Le prix de ces travaux

avoisine 20 milliards de francs. À peine la moitié de cet argent se trouve toutefois dans le fonds de financement prévu à cette fin. La durée d'exploitation des centrales nucléaires doit de ce fait impérativement être limitée dans le temps, et le Conseil fédéral doit montrer comment l'élimination des déchets radioactifs et le démontage seront réalisés et financés en cas de faillite.

### COÛTS DE PRODUCTION

en centimes/kWh selon les informations parues dans les rapports annuels des exploitants



Sources: prix de revient de l'électricité des centrales nucléaires suisses selon les rapports annuels, et estimations et prix de l'électricité selon EEX

### MANQUE À GAGNER

| En millions de francs | Manque à gagner sur 5 ans | Manque à gagner sur 10 ans | Manque à gagner sur 15 ans | Valeur réelle nette 2014 |
|-----------------------|---------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------------|
| Beznau 1              | -737                      | -1 485                     | -2 244                     | 500                      |
| Beznau 2              | -683                      | -1 195                     | -1 809                     | 500                      |
| Gösgen                | -972                      | -1 452                     | -2 224                     | 1 149                    |
| Leibstadt             | -1 681                    | -2 780                     | -4 224                     | 1 895                    |
| <b>Total</b>          | <b>-4 072</b>             | <b>-6 912</b>              | <b>-10 501</b>             | <b>4 044</b>             |

Évaluation des déficits des centrales nucléaires suisses (prix de l'électricité selon contrat à terme, moins les coûts totaux) dans le cas d'une poursuite de l'exploitation de 5, 10 ou 15 ans – comparaison avec la valeur des installations



**IMPRESSUM** « SOLIDAIRES/Le magazine des donatrices et donateurs du PS Suisse » paraît quatre fois par an en français et en allemand. L'abonnement annuel pour donatrices et donateurs est inclus dans le montant du don à partir de 5 francs. Dons: Compte postal 30-520786-8, PS suisse, 3001 Berne. Edition/rédaction: Parti socialiste suisse, Spitalgasse 34, 3001 Berne, Fax 031/329 69 70, Courriel [solidaire@pssuisse](mailto:solidaire@pssuisse). Rédaction: Leyla Gül (Co-secrétaire générale), Chantal Gahlinger (secrétaire politique du groupe parlementaire PS), Reto Gamma (chef de projet levées de fonds). Traitement rédactionnel et production: Simon Roth. Conception: Atelier Bläuer, Berne. Tirage: 50 000 exemplaires.